

# Guy Môquet : le mythe et l'histoire

Le PCF a utilisé la légende du jeune communiste pour mieux faire oublier son attitude en 1940, aux antipodes de la Résistance

**D**e Jeanne d'Arc à Bara, les usages politiques de figures héroïsées sont classiques. Tous les régimes, tous les partis, tous les pays usent d'un procédé qui n'est pas avare d'arrangements avec la réalité historique. Pour exalter des vertus nationales, morales, patriotiques ou donner en modèle l'exemplarité de leurs destins, on accapare des figures symboliques qu'on n'hésite pas à parer de valeurs contradictoires.

Le destin du jeune Guy Môquet, fusillé par les Allemands à l'âge de 17 ans, le 22 octobre 1941, n'échappe pas à cette règle. « Je laisserai mon souvenir dans l'histoire car je suis le plus jeune des condamnés », aurait confié Guy Môquet à l'abbé Moyon, qui assista les otages de Châteaubriant. De fait, dès l'Occupation, il a été célébré comme un martyr et nombre de groupes de partisans se sont réclamés de lui.

Dans l'immédiat après-guerre, avec les « 27 de Châteaubriant », il a incarné les valeurs résistantes et le sacrifice du « Parti des fusillés ». Et puis le temps a passé, la Résistance a perdu la place préminente qui était la sienne dans la mémoire nationale. Le nom de Guy Môquet, comme ceux de Jacques Boursier ou d'Estienne d'Orves, a perdu son sens pour la plupart des gens.

De façon inattendue, la dernière campagne électorale a ramené Guy Môquet sur le devant de la scène médiatique par les citations d'un candidat qui, élu président, a tenu à faire lire le jour de sa prise de fonction la dernière lettre du jeune homme près d'un autre lieu symbolique : la cascade du bois de Boulogne où une cinquantaine de jeunes gens dési-

## Jean-Marc Berlière

Professeur d'histoire contemporaine à l'université de Bourgogne, chercheur au Cesdip (CNRS/ministère de la justice)

## Sylvain Boulouque

Doctorant en histoire à l'université de Reims

reux de participer aux combats de la capitale furent fusillés en août 1944.

L'initiative a suscité des réactions variées - indignation, satisfaction ou curiosité -, sans que la réalité historique soit pour autant interrogée. Au contraire, on a vu resurgir à cette occasion les stéréotypes et clichés d'une « histoire » de la Résistance et du PCF qu'on croyait définitivement rangée au magasin des mythes et légendes.

Faire de Guy Môquet et de ses vingt-six camarades des « résistants de la première heure » relève de la téléologie, puisque la plupart d'entre eux ont été arrêtés en un temps où le PCF, pris dans la logique du pacte germano-soviétique, était tout sauf résistant. Après avoir mis au rayon des accessoires son antifascisme, condamné une guerre devenue « impérialiste » et appelé plus ou moins ouvertement au sabotage de l'effort de guerre au printemps 1940, le Parti a profité de l'effondrement militaire de la France et de la chute de la République bourgeoise pour prendre à l'été 1940 une série d'initiatives qu'aucun martyr

ultérieur ne saurait effacer : tractations avec les autorités d'occupation pour la repartition de la presse communiste dont les arguments désormais connus donnent une idée du « patriotisme » du Parti.

Guy Môquet, arrêté le dimanche 13 octobre 1940 à la gare de l'Est par trois policiers de la préfecture de police, agissant « sur indication », revendiqué dans sa déposition avoir voulu remplacer son père, le député communiste Prosper Môquet, militant depuis 1925, élu lors des élections de 1936, invalidé et condamné par la III<sup>e</sup> République pour son refus de désavouer le pacte germano-soviétique.

Jeune lycéen exalté, il a dès son plus jeune âge baigné dans une culture politique bolchevique, porteur de la tradition familiale stalinienne, par ses parents, par ses oncles et tantes qui travaillent pour l'appareil clandestin du Parti. Les tracts qu'il distribue en cet été-automne 1940 s'inscrivent totalement dans la ligne du Parti et n'appellent donc pas à la résistance.

Prisonnier de la logique d'un parti enfermé dans les compromissions de l'alliance Staline-Hitler, Guy Môquet n'a pas pu être le « résistant » qu'on célèbre à tort. Ses camarades des Jeunesses communistes ont en revanche constitué, à l'été 1941, après l'offensive de la Wehrmacht contre l'Union soviétique, le fer de lance de la lutte armée initiée dans la plus totale improvisation par le Parti.

Les premières agressions contre des soldats allemands par les jeunes militants des Bataillons de la jeunesse vont provoquer des représailles sanglantes codifiées en septembre 1941 par le décret Keitel. C'est l'attentat du 20 octobre

1941 contre le Feldkommandant de Nantes, abattu par un commando de trois jeunes communistes venus de Paris, qui est la cause directe de la fusillade des 27 de Châteaubriant et de 21 autres otages originaires de la région, à Nantes et au Mont-Valérien, le 22 octobre.

En dépit de la tentative du ministre de l'intérieur Pucheu pour orienter le choix des Allemands vers des communistes, c'est bien l'occupant qui désigna en dernier ressort les fusillés - Hitler dans un premier temps exigeait 150 exécutions -

De fait, dès l'Occupation, il a été célébré comme un martyr, et nombre de groupes de partisans se sont réclamés de lui

parmi les emprisonnés et internés à disposition dans les camps et prisons. Pour ce choix, il appliqua le décret Keitel en respectant une vague proportionnalité dans l'ordre des responsabilités : des jeunes, des communistes, des gens originaires de Nantes.

Accaparer cette tragédie à son seul profit et pour sa seule gloire, comme l'a fait le PCF depuis 1942, relève de la récupération politique. Les otages fusillés n'étaient pas tous communistes, Guy

Môquet n'était pas le seul jeune... On chercherait en vain dans les discours prononcés à Châteaubriant, sur les plaques et dans les écrits dressés à la gloire de la Résistance communiste, les noms de Christian Rizzo, Marcel Bourdarias, Fernand Zalkinov et leurs camarades, arrêtés, jugés, condamnés et exécutés au printemps 1942 pour avoir fait ce que Guy Môquet, en communiste discipliné, n'avait pas fait.

Ces jeunes militants commentent les premiers attentats sur ordre d'un parti qui mit des années à en assumer la paternité après avoir calomnié leurs auteurs (« ceux qui ont tué le Feldkommandant Hotz sont ceux qui ont incendié le Reichstag »), avant de les effacer purement et simplement de la mémoire. Si la dernière lettre de Guy Môquet est émouvante, les leurs ne le sont pas moins, mais personne ne rappelle leur mémoire...

Jacques Ducloux, qui transmit à Aragon les lettres des 27 avec cette injonction : « Fais de cela un monument », fut à l'origine d'un petit arrangement avec l'histoire qui consista à mettre en pleine lumière des militants arrêtés avant la rupture du pacte germano-soviétique et à rejeter dans l'ombre mémorielle ceux dont l'attitude soulignait trop crûment les aspects les moins avouables d'un passé que le PCF devenu patriote, républicain et résistant voulait faire oublier.

Avec le sang des otages, le Parti communiste lavait une des périodes les plus troubles et ambiguës de son histoire en même temps qu'il dressait un obstacle moral à toute critique de son attitude. Si les mythes sont aussi importants que la réalité, l'histoire existe pour rappeler cette réalité, aussi tragique ou décevante soit-elle... ■

Article de J.M. Berlière et S. Boulouque, paru dans *Le Monde* du 24 juin 2007.

## Guy Môquet : l'ordre d'exécution est à Angers

Les archives du Maine-et-Loire ont retrouvé de précieux documents sur l'assassinat en 1941 des otages de Nantes et Châteaubriant. Les enseignants y ont accès en ligne. Pour aller au-delà de l'émotion.

Nicolas Sarkozy a décidé que la lettre de Guy Môquet à ses parents avant son exécution par les nazis serait lue à tous les lycéens de France. Un geste fort - et décrié - pour rappeler aux jeunes d'aujourd'hui le courage de ce partisan communiste, prêt à mourir à 17 ans pour ses valeurs et son pays. Ce coup en partie médiatique n'a laissé aucun professeur d'histoire indifférent. Et surtout pas Alain Jacobzone, responsable du service éducatif aux archives du Maine-et-Loire.

### « Le passé instrumentalisé »

C'est en effet à Angers, préfecture de Région (1) de 1941 à 1946, que sont conservés les documents relatifs à l'exécution des otages de Nantes et Châteaubriant, le 25 octobre 1941. La liste des soixante otages désignés par le sous-préfet de Châteaubriant à la Kreiskommandantur, parmi lesquels le jeune Guy Môquet. L'ordre de « les fusiller », en français et en allemand. Le récit bouleversant de leurs derniers instants par le prêtre qui les a accompagnés. Le programme de la première commémoration ordonnée par Michel Debré, alors préfet de Région, le 22 octobre 1944, à Châteaubriant...

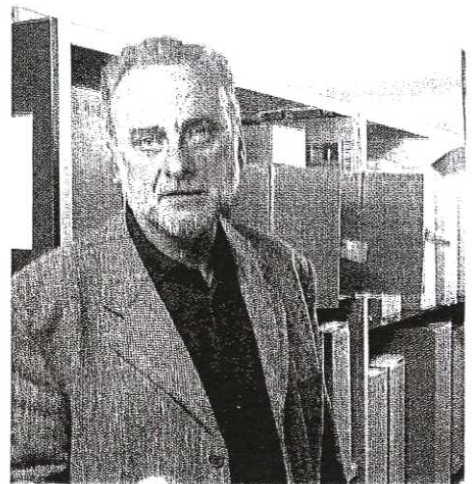
Pour Alain Jacobzone, ces documents sont du pain béni. « Les professeurs d'histoire, témoigne-t-il, ont été profondément agacés de la manière dont on leur a demandé de lire, un jour donné [le 22 octobre] la lettre écrite par un jeune qui va mourir. Un texte donc forcément très affectif. Ce n'est pas une manière de former nos élèves à la réflexion historique. Il y aurait eu des lettres sans doute moins émouvantes mais plus utiles pour faire réfléchir sur l'idéal des résistants. »

Les documents sont aujourd'hui sur le site internet de l'inspection académique, avec son commentaire sur le caractère idéologique de ces événements. « Pour que les professeurs qui décident de lire la lettre de Guy Môquet puissent emmener leurs élèves vers l'analyse. Et les aider à comprendre, d'une part, la responsabilité du gouvernement de Vichy et, d'autre part, l'instrumentalisation du passé à des fins politiques. » Par le Parti communiste de l'époque, qui s'est enorgueilli de ses martyrs alors qu'il a été manipulé par Staline. Et par le président de la République d'aujourd'hui, pour réunir le pays derrière son étendard.

Claudine QUIBLIER.

(1) Cette Région était composée du Maine-et-Loire, de la Loire-Inférieure (Loire Atlantique aujourd'hui), de la Sarthe, de la Mayenne et de l'Indre-et-Loire.

■ Les documents sur l'assassinat des otages de Nantes et Châteaubriant en 1941 sont notamment consultables sur le site internet [www.ia49.ac-nantes.fr](http://www.ia49.ac-nantes.fr)



Alain Jacobzone a retrouvé le dossier des 50 otages à Angers, alors une des capitales de l'occupation allemande.

A cause de l'assassinat du Feldkommandant de Nantes, le Lieutenant-Colonel Hotz, le 20 octobre 1941, les suivants français déjà emprisonnés en tant qu'otages, conformément à une publication du 22 août 1941 et mon ordonnance au fond de pouvoir général du gouvernement français du 19 septembre 1941, sont à fusiller.

L'ordre d'exécution des otages : un acte discret, « une pelure », comme disent les archivistes, autorisé par sa simple présence dans le dossier.

Article de C. Quiblier, paru dans *Ouest France* du 17 octobre 2007.